



La représentante des Etats-Unis appelle à une enquête "crédible" sur les massacres du Nord-ouest et sud-ouest du Cameroun.

L'ambassadrice américaine aux Nations Unies, la Républicaine Nikki Haley, a mené vendredi 1er juin 2018, pour la première fois, une charge sans précédent contre le régime du président Biya dans le cadre de la crise Anglophone au Cameroun. Dans un véritable chapelet d'accusations, elle a demandé aux autorités camerounaises d'arrêter immédiatement de réprimer les populations civiles, de respecter les droits de l'homme, la liberté d'expression et, surtout, de mener des "enquêtes crédibles" sur les allégations de massacres de civils dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest du pays. La représentante des États-Unis a également exigé la libération des détenus.

L'année dernière, lorsque la diplomate américaine était questionnée sur la situation au Cameroun par notre confrère Matthew R. Lee de 'Inner City Press', elle disait n'avoir aucune information sur ce pays et s'enfuyait presque face aux questions.

La récente sortie de l'ambassadeur des États-Unis au Cameroun, Peter-Henry Balerin, qui a directement pointé du doigt le président Paul Biya et qui a, ensuite, été convoqué au ministère des affaires étrangères du Cameroun quelques jours après sa communication au sortir d'une entrevue avec le chef de l'état Camerounais, montre que Washington a, le cas échéant, envie

de s'inviter dans le conflit qui s'enlise. Les Américains interviendraient à Yaoundé pour y prendre pied si le conflit perdure, peut-être sans requérir l'aval de la France, puissance dominante dans ce pays de l'Afrique francophone, qui est, du moins officiellement, en mode silence radio.

Le candidat à la présidentielle Me Akere T. Muna à la suite de son confrère et activiste des droits humains Felix Agbor Nkongho - a saisi récemment, par courrier, entre autres : le Département d'État américain, le Conseil de sécurité de l'Onu, la Open Society de George Soros, etc., sur la répression sanglante, grandissante et ciblée du régime Biya sur les Anglophones sans distinction aucune.

C'est ce coup de théâtre qui a peut-être provoqué les récents et subits yeux doux du très redouté Bataillon d'intervention rapide (Bir) dans la Manyu, région qui a subi le plus grand exode vers l'Etat nigérian voisin du Cross-River.

Mutation